



**Fonctions publiques et Assimilés**

**Communiqué**

**Paris le 15 mai 2008**

**Les personnels de la Fonction publique fortement mobilisés,  
Le gouvernement doit répondre à leurs revendications !**

Plus de 300 000 personnes ont manifesté dans toutes les villes de France pour la défense et l'amélioration de la Fonction publique et des services publics.

Face à une politique de rigueur sociale généralisée et de dynamitage de la Fonction publique, 1 agent sur 3 était en grève et les taux de certains secteurs annonçaient de fortes mobilisations (60% dans l'Education, 45% à la Direction générale des Finances publiques, 25% à Météo France, 35% aux douanes, mais aussi de fortes mobilisations au Ministère de la Culture par exemple...).

Les personnels ont ainsi démontré au gouvernement que leur mobilisation était sérieuse et qu'il ne se laissait pas intimider par les déclarations provocatrices de certains ministres. Le gouvernement ferait mieux de changer de politique publique et sociale plutôt que d'essayer de remettre en cause le droit de grève ou de dénigrer les personnels en grève et leurs représentants. A ce titre les toutes dernières déclarations du président de la république sur « le service minimum » dans l'Education démontre que le pouvoir répond à la mobilisation par la provocation au lieu de faire des propositions attendues par les personnels.

Projet de loi sur la mobilité, décisions issues de la RGPP, remise en cause du statut, suppressions massives de postes, conclusions du Livre blanc, salaires..., les raisons de se mobiliser sont nombreuses. Mais la lutte des personnels s'inscrit aussi dans la défense d'un service public de qualité et de proximité que la politique gouvernementale met à mal. Politique qui s'intègre parfaitement dans les mesures anti-sociales du pouvoir qui méritent comme réponse des mobilisations unitaires et interprofessionnelles. La journée de mobilisation interprofessionnelle sur les retraites du 22 mai peut aussi être un rendez-vous important de convergences pour construire une nouvelle étape dans le rapport de force contre la politique du gouvernement.

Cette journée du 15 mai n'est pas comme l'ont indiqué certains ministres une journée de grève de plus. La convergence de luttes, menées depuis des mois dans de nombreux secteurs, s'est réalisée.

L'Union syndicale Solidaires appelle les personnels à se réunir, dès demain en assemblée générale et de décider des suites à donner aux actions notamment par la grève reconductible (comme l'ont déjà décidé les douaniers). En ce sens Solidaires a déposé un préavis de grève pour la semaine du 19 au 24 mai.